

■ Les opposants à la grève - ici à Paris, place de la République - sont de plus en plus nombreux à se désolidariser des grévistes.

Six mois après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, les Français se mobilisent sur tous les fronts contre ses projets de réforme. La «rupture» au centre de sa campagne électorale aura décidément du mal à s'imposer.

■ Nicolas Sarkozy.



PHOTOS AFP

La grève a par ailleurs affecté les hôpitaux, la poste, les secteurs de l'énergie et les services des impôts et des douanes. En raison d'une grève des ouvriers du livre, les journaux n'ont pas été distribués dans les kiosques. Dans les aéroports, la compagnie Air France a connu des perturbations et les aiguilleurs ont été appelés à suivre le mouvement. Plusieurs vols au départ de Paris ont dû ainsi être annulés. Et la liste des mécontents ne cesse de s'allonger. Les étudiants ont manifesté contre la loi Pécresse d'autonomie des universités. Une quarantaine d'universités sur 85 ont été concernées par le mouvement du 20 novembre. D'autres mouvements sont attendus prochainement. Sans oublier enfin les vives contestations dont fait l'objet le plan de refonte de la carte judiciaire présentée par la garde des Sceaux Rachida Dati. Cette refonte prévoit notamment la suppression de tribunaux. Un appel à la grève pour le 29 novembre a été lancé par les magistrats et les avocats. La cote de popularité de Sarkozy s'effrite. D'après une enquête CSA parue lundi 19 novembre, Sarkozy aurait perdu cinq points de cote de confiance en l'espace d'un mois. Mais au-delà de la crise actuelle, et étant donné la répétition de ce type de scénario et ce, indépendamment de la majorité au pouvoir, la France apparaît de

A La galère

Après sept jours de grève des transports pour les régimes spéciaux de retraite et un silence qu'on ne lui connaît pas, le président français Nicolas Sarkozy s'est enfin prononcé publiquement mardi 20 novembre sur le mouvement social. Son ton et ses propos n'en étaient pas moins sans appel. Sarkozy a incité les grévistes à «savoir terminer une grève», affirmant qu'il ne «cèdera pas» étant donné «le besoin de réformes» de la France. Au lendemain de ces déclarations, la Société nationale des chemins de fer (SNCF) dénonçait des actes de vandalisme qui ont fortement perturbé un trafic en amélioration sur les grandes lignes. En réaction à ces actes le président, toujours intransigent, a demandé aux ministres de la Justice et de l'Intérieur «la plus extrême sévérité» à l'encontre des responsables. Dans une interview accordée au Nouvel Observateur, Jacques Capdevielle, directeur de recherche au Cevipof et spécialiste des mouvements sociaux, replace cette radicalisation de la mobilisation dans un contexte bien précis : «Cela doit aussi être mis en relation avec des gestes de Nicolas Sarkozy, eux aussi très forts symboliquement. Je veux parler de

la soirée électorale au Fouquet's, du voyage sur le yacht de Vincent Bolloré ou de son augmentation récente de salaire». Les principaux syndicats de cheminots ont tout de même accepté de participer mercredi à des négociations avec la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et la SNCF après que le gouvernement ait cessé de conditionner sa présence aux tables rondes à une reprise du travail.

300 millions d'euros de pertes par jour

Le PDG de la RATP regrette cependant que le dialogue se soit instauré aussi tard. La grève coûte en effet à la RATP plus de 4 millions d'euros par jour. La SNCF, plus touchée, a perdu plus de 100 millions

d'euros. La fréquentation des commerces est en sérieuse baisse depuis le début de la grève, en particulier dans la capitale où tout fonctionne au ralenti. Les conséquences néfastes pour l'économie globale se multiplient. La ministre de l'économie Christine Lagarde a chiffré les pertes dues à la grève à plus de 300 millions d'euros par jour. Et pourtant, les premières prises de contact du mercredi ne laissent présager dans un premier temps qu'une amélioration relative de la circulation. Pour les usagers des transports en commun à Paris et en Ile-de-France, c'est la galère depuis plus d'une semaine. «Trafic réduit» continue de s'afficher sur les écrans sur les quais alors que les gens s'entassent péniblement dans les métros. Certains parviennent à prendre la situation avec humour, se réjouissant de faire un peu d'exercice. Fas-

cinant le nombre de personnes se rendant à pied à leur lieu de travail et de vélos en circulation dans la métropole. Le «Vélib», le système de vélos en libre-service mis en place en juillet dernier par le maire Bertrand Delanoë, a été adopté par les Parisiens comme l'alternative par excellence à la grève. Au premier jour de la grève, le 14 novembre, on dénombrait 54 000 locations à 13 heures contre les 27 000 habituelles.

Pour la grande majorité, c'est toutefois l'énervement et le sentiment de ras-le-bol qui l'emportent. Et c'est bien sûr l'impopularité de cette grève qu'a tablé le gouvernement. Mais c'était sans compter la jonction de ce mouvement avec celui des fonctionnaires. Sarkozy campait sur ses positions le 20 novembre alors même que la contestation de sa «rupture» atteignait un

pic sans précédent depuis son arrivée au pouvoir six mois auparavant, le 16 mai 2007. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays contre sa politique. Et contrairement à la grève des transports, la mobilisation des fonctionnaires a été approuvée par 53 % des Français.

Un pays bloqué

Les fonctionnaires ont protesté contre les 22 900 suppressions de postes dans l'enseignement prévues pour 2008, et réclament une augmentation de salaire. À rappeler que l'augmentation du pouvoir d'achat était une idée centrale du programme électoral de Sarkozy. On comprend aisément que dans un tel contexte, l'augmentation de 140 % de son salaire personnel ait été très mal perçue.

plus en plus comme un pays bloqué. Un projet de réforme semble n'avoir de chance de passer que dans la douleur. En 2006, les mobilisations contre le Contrat première embauche (CPE) avaient paralysé l'enseignement supérieur des mois durant, achevant au passage l'image déjà très entamée de Jacques Chirac. À qui la faute ? Selon Jacques Capdevielle, les syndicats français «ne peuvent être une force de résistance au changement que s'il y a dialogue social. Mais pour qu'il y ait dialogue social, il faut être deux. Or, dans cette affaire, le pouvoir s'y est assez mal pris». Et d'ajouter : «Je ne suis pas sûr que le pouvoir n'ait pas mis de l'huile sur le feu en jouant la carte de l'intransigence». Un problème donc de communication. Et si le dialogue était plus facile en amont ? ■

AMINA BOUBIA